

N° 4998<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

## PROJET DE LOI

portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

\* \* \*

## RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES

(29.1.2004)

La Commission se compose de: M. Marco SCHANK, Président-Rapporteur; MM. Emile CALMES, Camille GIRA, Gusty GRAAS, Jean-Marie HALSDORF, Aly JAERLING, Jean-Pierre KLEIN, Nico LOES, Mmes Lydia MUTSCH, Maggy NAGEL et M. Fred SUNNEN, Membres.

\*

## I. INTRODUCTION

La création d'une administration centrale de gestion intégrée de l'eau fait l'objet de débats politiques depuis la fin des années '80. Ceux-ci ont trouvé leur apogée en 1990 lorsque, en date des 25 et 26 avril, fut organisé par la Commission de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de l'énergie un „hearing“ public à la Chambre des Députés donnant à tous les intéressés (ministères, administrations étatiques et organisations non gouvernementales) l'occasion de présenter leurs vues et critiques sur la problématique globale des eaux et l'organisation de la gestion de l'eau au Luxembourg. La grande majorité des intervenants ont plaidé pour une coordination plus rationnelle des démarches, voire pour un regroupement des compétences en une seule unité administrative. Le projet de rapport de la Commission parlementaire, présenté en date du 18 octobre 1990, résumait les discussions sous forme d'une synthèse de 27 propositions et dont une exprimait le souhait de réunir certains services s'occupant de la gestion de l'eau en une nouvelle structure de la gestion de l'eau (administration, service, office) en les détachant de leurs administrations respectives. Cette suggestion était à l'ordre du jour du „Débat d'orientation sur la problématique globale des eaux au Luxembourg“ mené à la Chambre des Députés en ses séances des 23, 24 et 25 octobre 1990, et fut concrétisée à travers l'adoption, le 25 octobre 1990, d'une motion afférente invitant le Gouvernement à procéder à la restructuration administrative en trois phases:

- Instituer une cellule de coordination;
- Regrouper certains services dont le rassemblement s'avère simple;
- Etudier, sous le pilotage de la Chambre des Députés, l'opportunité d'étendre le regroupement à tous les services étatiques concernés.

En fait, seulement la première phase fut réalisée, ceci sous forme respectivement du comité interministériel et du conseil technique pour la coordination de la gestion de l'eau tels qu'établis par la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

Malgré l'accord politique, la mise en œuvre pratique de la restructuration s'avérait difficile, ceci en raison, entre autres, de la susceptibilité de l'un ou de l'autre service étatique qui craignait de devoir abandonner une partie de ses compétences traditionnelles.

Ce n'est finalement donc qu'en 1999 que le Gouvernement, issu des élections législatives du 13 juin 1999, inscrivait dans le chapitre de son accord de coalition consacré au Ministère de l'Intérieur que:

*„les différentes administrations et divisions de services qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer*

*l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur."*

Le projet de loi sous examen constitue la mise en œuvre de ce point important de l'accord de coalition.

\*

## **II. LA STRUCTURE ET LES MISSIONS DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION DE LA GESTION DE L'EAU**

Le projet de loi poursuit essentiellement les 6 buts suivants:

- il crée une Administration de la gestion de l'eau (art. 1);
- il fixe les attributions de la nouvelle administration (art. 2);
- il crée à l'intérieur de l'administration différentes divisions (art. 3) qui gèrent chacune une portion des attributions confiées au nouveau service de sorte à englober toutes les facettes d'une gestion „globale“ de l'eau (art. 4);
- il crée le cadre du personnel de la nouvelle administration (art. 5);
- il règle la situation de carrière des agents en place en évitant qu'ils ne subissent une détérioration de leur expectative de carrière (art. 24);
- il entérine les nouvelles compétences de l'Administration de la gestion de l'eau en adaptant les textes de loi concernés aux prescriptions résultant de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères (art. 10 à 22).

L'organisation de l'administration est construite sur le principe de l'intégration

- de la gestion qualitative (protection contre la pollution) avec la gestion quantitative (sauvegarde du régime),
- des compartiments de l'eau superficielle et de l'eau souterraine, corrélés à travers le cycle naturel de l'eau et
- des fonctions écologique et socio-économique de l'eau, dans le sens bien compris du développement durable.

Concrètement, le nouveau service comprendra les subdivisions suivantes:

- la direction
- la division de l'hydrologie
- la division de la protection des eaux
- la division des eaux souterraines et des eaux potables
- le laboratoire

de sorte à réunir toutes les facettes d'une gestion „globale“ de l'eau.

A noter que, en ce qui concerne cette répartition des tâches, l'une des attributions principales de la Direction sera de coordonner le travail des autres divisions, notamment en matière d'autorisations et d'exécution des projets. Voilà, aux yeux de la Commission, le véritable intérêt du regroupement des services travaillant dans le domaine de la gestion de l'eau: ne plus travailler l'un à côté de l'autre, voire même l'un contre l'autre (= confrontation), mais conduire les projets ensemble avec les mêmes objectifs et les mêmes buts (= collaboration).

Pour ce qui est de la répartition des compétences au sein de la nouvelle administration, elle est basée sur les différentes étapes du cycle de l'eau, tout en conservant, là où c'était nécessaire, les anciennes structures administratives:

- la division de l'hydrologie, issue de l'ASTA, s'occupera du régime des eaux superficielles, y compris la maîtrise des crues, de la renaturation des cours d'eau et de la pêche,
- la division de la protection des eaux qui s'occupe de la gestion de la qualité des eaux superficielles (également du lac de la Haute-Sûre), y compris des projets d'assainissement, est issue de l'Administration de l'Environnement,
- la division des eaux souterraines et des eaux potables. Il s'agit d'une nouvelle division regroupant entre autres des spécialistes issus de l'Administration des Ponts et Chaussées. Elle est compétente

notamment pour surveiller les ouvrages de captage et d'approvisionnement ainsi que pour déterminer les zones de protection des eaux souterraines.

- la division du laboratoire qui existait déjà à l'Administration de l'Environnement mais qui, en tant qu'organe de contrôle, jouira à l'avenir d'une plus grande autonomie.

\*

### **III. LE DEROULEMENT DES TRAVAUX A LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES**

Le projet de loi a été déposé par le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés en date du 25 juillet 2002.

Le 10 décembre 2002, le Ministre l'a présenté à la Commission des Affaires Intérieures de la Chambre des Députés.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a émis son avis le 7 novembre 2002, l'avis du Conseil d'Etat date du 25 novembre 2003.

Le 6 janvier 2004, le projet et les deux avis ont été discutés au sein de la Commission des Affaires Intérieures, en présence du Ministre de l'Intérieur. M. Marco SCHANK a été désigné comme rapporteur du projet.

La Commission a continué l'examen du projet lors de ses séances des 15 et 22 janvier 2004.

Le 29 janvier 2004, elle a analysé et adopté le présent rapport.

\*

### **IV. L'AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES PUBLICS**

Dans son avis du 7 novembre 2002, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics approuve la création d'une Administration de la gestion de l'eau dans la mesure où le regroupement de compétences sert à rendre l'action étatique plus cohérente et plus efficace. Si elle se montre critique vis-à-vis de l'attribution de compétences dans le domaine de la gestion de l'eau au Ministre de l'Intérieur, elle ne va pas jusqu'à s'opposer à la tutelle de ce dernier, mais se borne à relever que les motifs à la base de la création de la nouvelle administration et les objectifs poursuivis „ne seraient nullement dénoncés si un prochain Gouvernement devait changer la répartition des compétences ministérielles“.

Pour ce qui est du texte du projet, la Chambre professionnelle relève une incohérence au niveau de l'énumération des attributions de la division du laboratoire de la nouvelle administration et plaide en faveur d'une réflexion sur la création d'un seul laboratoire du milieu environnemental en tant qu'administration autonome.

S'agissant du volet du projet de loi ayant trait aux questions de personnel, la Chambre des Fonctionnaires se borne à demander que les fonctionnaires transférés vers la nouvelle administration puissent bénéficier, à titre de garantie, des perspectives de carrière en matière d'accès à une carrière supérieure dont ils disposaient avant leur transfert.

\*

### **V. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

Dans son avis du 25 novembre 2003, la Haute Corporation soulève un certain nombre de questions fondamentales dépassant dans certains cas le cadre du projet de loi. A noter par ailleurs que l'avis ne contient qu'un seul chapitre intitulé „Considérations générales“ de sorte que le Conseil d'Etat ne procède pas à une analyse détaillée des différents articles du projet.

Après avoir d'abord rappelé que la création d'une Administration de la gestion de l'eau constitue une revendication de longue date de la Chambre des Députés et du Conseil d'Etat, il estime que le transfert de compétences des différents ministères et administrations en matière d'eau, opéré par le Gouvernement issu des élections de 1999 dès avant l'entrée en vigueur du projet sous examen, n'est pas fait pour créer la „transparence nécessaire dans une législation déjà complexe par elle-même“. Le Conseil d'Etat estime à ce sujet que l'arrêté grand-ducal fixant les compétences ministérielles, en ce qu'il est pris sur

base de l'article 76 de la Constitution („Le Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement, ...“) qui est équipollent à une loi, peut certes modifier les compétences ministérielles mais ne saurait en aucun cas servir à changer les attributions légales des administrations.

Le Conseil d'Etat s'attarde ensuite longuement sur la question du rattachement du nouveau service au Ministère de l'Intérieur. D'après la Haute Corporation, un certain nombre d'arguments plaident clairement en faveur d'un placement de l'administration sous la tutelle du Ministère de l'Environnement: elle rappelle à ce sujet sa proposition en ce sens, faite lors de l'examen du projet de loi relatif à la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; elle souligne d'autre part qu'une telle solution permettrait d'éviter l'amputation de l'Administration des Eaux et Forêts de ses attributions dans le domaine de la pêche et d'une grande partie de ses attributions en matière de conservation de la nature. L'Administration des Eaux et Forêts pourrait de la sorte devenir „l'administration centrale de la gestion de l'environnement naturel“.

Deuxième critique du Conseil d'Etat à l'encontre du texte gouvernemental: au lieu de se limiter à créer, par le biais du projet en discussion, une loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau et d'en fixer le cadre du personnel, le Gouvernement aurait dû profiter de l'occasion pour transposer la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (dite „Directive-cadre“). De la sorte, il aurait été possible de remplacer les nombreuses lois actuellement applicables dans le domaine de l'eau par un texte cohérent qui, par la même occasion, aurait créé une Administration de la gestion de l'eau. Pareille solution aurait de même évité de devoir modifier ponctuellement 16 lois actuellement en vigueur, „avec tous les risques d'oublis et d'incohérences qu'une telle démarche comporte“.

Le Conseil d'Etat énumère ensuite un certain nombre de dispositions de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau que le projet de loi ne fait, à son avis, que modifier de façon incomplète. Il signale également différentes imperfections du projet, notamment pour ce qui est des modifications à la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures et de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché de détergents.

D'une façon générale, le Conseil d'Etat regrette qu'au lieu de simplifier et de concentrer les compétences ministérielles en relation avec l'eau dans une seule main, et de garantir de la sorte une gestion adéquate et efficace dans le sens de la réforme administrative préconisée par le Gouvernement, le projet introduit des procédures plus complexes que celles existant actuellement, notamment lorsqu'il se propose d'exiger des administrés l'obtention de deux autorisations conjointes, l'une émanant du Ministre compétent en matière de gestion de l'eau et l'autre du Ministre de l'Environnement.

Dans le même ordre d'idées, la Haute Corporation reproche encore au Gouvernement d'avoir inscrit dans son projet un certain nombre de mesures qui laisseraient croire que d'autres administrations que la nouvelle Administration de la gestion de l'eau restent compétentes en matière d'eau. Or, une telle approche serait contraire „à l'esprit des auteurs du projet“ qui voudraient réserver une compétence exclusive au nouveau service à créer par le biais du présent texte.

Le volet „fonction publique“ du projet de loi n'est pas examiné en détail par le Conseil d'Etat qui se borne à faire trois remarques ponctuelles relatives aux dispositions transitoires du projet.

Finalement, en guise de conclusion, le Conseil d'Etat déclare ne pas pouvoir marquer son accord avec le projet de loi lui soumis.

Il recommande sous peine d'opposition formelle, de reprendre le projet sur le métier en tenant compte de la „Directive-cadre“ 2000/60/CE qui doit de toute façon être transposée au plus tard au cours du premier semestre de l'année 2004.

\*

## VI. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

### a) La question de la compétence ministérielle

En ce qui concerne la compétence ministérielle, plusieurs membres de la Commission des Affaires Intérieures ont soutenu la remarque du Conseil d'Etat que la tutelle sur la nouvelle Administration de la gestion de l'eau devrait revenir au Ministre de l'Environnement et non pas au Ministre de l'Intérieur, l'argument étant que l'eau est essentiellement une ressource naturelle. Le Ministre de l'Intérieur a souligné à ce sujet que par gestion intégrée de l'eau il ne faut pas seulement comprendre la protection des

ressources hydriques contre la pollution ou contre la dégradation de leur état écologique, mais aussi la gestion de l'eau en tant que ressource indispensable à un développement socio-économique durable. Il s'agit, en d'autres mots, de trouver le juste équilibre entre nécessités écologiques et besoins socio-économiques; dans cet ordre d'idées, un ministère neutre serait sans doute mieux placé pour assurer une gestion durable qu'un département orienté résolument soit vers l'écologie, soit vers l'économie; le choix du Ministère de l'Intérieur comme département responsable pour la gestion de l'eau s'explique également par sa fonction de ministère de tutelle des communes qui, elles, sont des acteurs décisifs dans le domaine de l'eau vu qu'elles ont la première responsabilité en matière d'approvisionnement en eau potable, en matière d'assainissement et d'épuration des eaux usées et aussi en matière de lutte contre les inondations.

Ceci étant, et en dépit de tous les arguments avancés par les différents intervenants en faveur, soit du Ministère de l'Intérieur, soit du Ministère de l'Environnement, la Commission des Affaires Intérieures estime majoritairement que le débat sur la compétence ministérielle dans le domaine de la gestion de l'eau n'est pas à mener dans le contexte du projet de loi sous examen. Il convient en effet de se rendre à l'évidence que le projet de loi sur l'Administration de la gestion de l'eau ne contient aucune disposition attribuant compétence à un département déterminé, mais prend bien soin de placer le nouveau service sous l'autorité du Ministre „qui a dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau“.

#### **b) La transposition de la „Directive-cadre“**

Encore une fois, plusieurs membres de la Commission des Affaires Intérieures se sont ralliés à l'avis du Conseil d'Etat qui préconise que la „Directive-cadre“ soit transposée en droit national conjointement avec la création de l'Administration de la gestion de l'eau. Le Ministre de l'Intérieur a expliqué que la mise en œuvre de la „directive-cadre“ ne sera pas très aisée vu que de nombreuses dispositions du très volumineux texte manquent de clarté et de précision, à tel point qu'elles pourraient donner lieu à des interprétations différentes d'un pays de l'Union Européenne à l'autre. C'est pour cette raison que les pays membres ont décidé, ensemble avec la Commission Européenne, d'élaborer des guides permettant une application commune bien comprise de la „Directive-cadre“. Or, le dernier des quelque neuf documents-guides n'a été approuvé que tout récemment, sous la présidence italienne, et ce n'est donc maintenant seulement que l'on dispose de tous les éléments pour permettre une transposition sans équivoque de la „Directive-cadre“ en sa forme de 2000.

La gestion des eaux souterraines constitue un pilier important de la „Directive-cadre“. Malheureusement le Conseil de l'UE et le Parlement européen n'avaient pas, à l'époque, trouvé de compromis politique pour y incorporer tous les aspects concernant la prévention respectivement la maîtrise de la pollution et avaient renvoyé à plus tard l'adoption de mesures spécifiques y relatives. Or, une proposition de directive complémentaire, ou directive-fille, vient d'être présentée par la Commission Européenne au cours du deuxième semestre de 2003, un texte dont les principes-clés trouveront sans doute un large accord lors de la discussion politique au sein des instances législatives communautaires, à commencer probablement encore sous la présidence irlandaise.

La Commission Européenne a encore présenté en 2003 un papier stratégique sur la maîtrise des crues et inondations, aspect qui n'est pas (et ne sera probablement pas) repris dans la „Directive-cadre“ pour des raisons de subsidiarité, mais dont les principes n'en auront pas moins avantage à être intégrés dans la législation nationale sur l'eau pour en consolider le caractère de l'approche globale.

Le Gouvernement aura donc eu raison en ne transposant pas la „Directive-cadre“ en sa version originale (bien que formelle) de 2000 mais d'attendre qu'il dispose de tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un projet de loi clair et cohérent, en l'occurrence

- les aides décisionnelles sur l'interprétation du texte de la directive,
- les idées fortes d'une future politique européenne en matière de gestion et de protection des eaux souterraines ou encore
- les principes-directeurs sur la maîtrise des crues et la lutte contre les inondations.

La non-transposition, à l'heure actuelle, en droit national de la „Directive-cadre“ ne signifie cependant pas qu'il soit impossible de poursuivre déjà maintenant une gestion intégrée de l'eau et qu'une administration centrale des problèmes de l'eau soit encore injustifiée. Il faut en effet savoir que la législation actuellement en vigueur, dont notamment la loi du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau („gestion quantitative“) et la loi du 29 juillet 1993 concernant la

protection et la gestion de l'eau („gestion qualitative“) permettent déjà aujourd'hui une approche intégrée, certes encore incomplète au sens de la „Directive-cadre“ mais tout à fait en ligne avec celle-ci; ceci vaut sous condition que toutes les démarches politiques, administratives et opérationnelles définies dans les deux lois, et dans d'autres lois apparentées, soient correctement coordonnées. Au niveau politique la coordination est bien établie du fait que toutes les responsabilités sont réunies sous la seule tutelle du Ministre de l'Intérieur. Au niveau technique 95 agents des „services d'eau“ des différentes administrations étatiques sont certes réunis, par détachement de leurs administrations d'origine, en une unité centrale, les „Services de la gestion de l'eau“, qui ne dispose toutefois pas encore d'une base légale adéquate et ne peut donc pas encore travailler avec la sérénité voulue.

Ce qui plus est, les administrations dont sont détachés les agents des „Services de la gestion de l'eau“ semblent détenir encore des compétences dans le domaine de l'eau au titre de leurs lois organiques respectives, ce qui n'est pas sans créer des situations équivoques du point de vue juridique; pour ne pas laisser subsister trop longtemps cette ambiguïté, d'une part, mais aussi pour hâter la création d'une structure administrative forte et efficace, capable d'utiliser au mieux l'instrumentaire législatif en place déjà maintenant dans l'intérêt d'une gestion intégrée de l'eau, d'autre part, la mise en vigueur sans délai de la loi sur la nouvelle Administration de la gestion de l'eau sans attendre la transposition de la „Directive-cadre“ a donc tout son sens.

### c) L'analyse du texte du projet

Lors de ses réunions des 6, 15 et 22 janvier 2004, la Commission des Affaires Intérieures a examiné en détail les avis de la Chambre des Fonctionnaires et du Conseil d'Etat. Après la discussion portant sur les aspects plus fondamentaux (voir ci-dessus), elle a analysé les observations plus ponctuelles des deux instances portant directement sur l'une ou l'autre disposition du projet en question.

La Commission constate d'emblée qu'aucune des instances consultées, ni aucun des membres de la Commission n'a d'objections à formuler à l'encontre du **principe** de la création d'une Administration de la gestion de l'eau. Cette création constitue en effet une revendication de longue date de la Chambre des Députés, appuyée par le Conseil d'Etat et de tous les acteurs de la société civile engagés dans le domaine de la protection de l'environnement.

Pour ce qui est de la fixation des attributions de la nouvelle administration, le texte s'inspire largement de la loi-cadre existante de l'Administration de l'Environnement. Ainsi, ont été reprises, en les adaptant, un certain nombre de missions actuellement inscrites dans la loi-cadre de cette administration:

- la surveillance et le contrôle de l'application des prescriptions légales et réglementaires concernant l'eau;
- l'exécution, sur demande des autorités publiques, des entreprises et des particuliers, de travaux de laboratoire se rapportant à l'eau;
- la réalisation de travaux de recherche concernant l'eau;
- l'établissement d'un inventaire des rejets dans le milieu aquatique;
- et d'un inventaire de la qualité des eaux superficielles et souterraines et d'en contrôler l'évolution.

D'autres attributions ont été reprises de la loi-cadre de l'Administration des services techniques de l'Agriculture (ASTA):

- engagement des mesures correctives et curatives nécessaires pour améliorer l'état des eaux.

Les dispositions relatives à la pêche ont été reprises de la loi-cadre de l'Administration des Eaux et Forêts:

- assurer la conservation et l'amélioration des ressources piscicoles, la création et la gestion de réserves piscicoles ainsi que la pisciculture de l'Etat.

Enfin, dans le but de faire de la nouvelle administration un service poursuivant une véritable „gestion intégrée et durable des ressources en eau“, d'autres attributions, actuellement non encore inscrites dans une loi, lui sont confiées:

- maîtrise des crues et lutte contre les inondations,
- mise en œuvre des politiques de l'eau arrêtées au niveau des institutions internationales,
- information et encouragement du public en matière de gestion durable de l'eau,
- traitement de questions d'ordre économique et juridique en rapport avec la gestion de l'eau, etc.



Le Conseil d'Etat critique le libellé de l'article 2 du projet qui laisserait croire que d'autres administrations que l'Administration de la gestion de l'eau restent compétentes en matière d'eau. Cette approche serait contraire à l'esprit des auteurs du projet qui voudraient réserver une compétence exclusive en matière d'eau à la nouvelle administration.

La Commission, après avoir longuement discuté la critique soulevée par la Haute Corporation, estime qu'il n'est pas indiqué de conférer au service à créer l'intégralité des compétences ayant trait, de près ou de loin, à l'eau. Ainsi, l'objet du présent projet ne saurait être celui de décharger les communes de leurs obligations légales primaires dans le domaine de la distribution d'eau potable et de l'épuration des eaux usées. Il en est de même de celles en matière de lutte contre les inondations qui continueront à relever en première instance de la compétence des autorités communales.

La Commission voudrait à ce sujet renvoyer au récent débat d'orientation relatif à la répartition des compétences entre l'Etat et les communes. Les conclusions de ce débat, et en particulier les motions adoptées par la Chambre, devront certes être mises en vigueur à court ou à moyen terme. Toutefois, les réformes ayant trait aux compétences en matière de gestion de l'eau qui pourraient être envisagées le cas échéant ne sauraient trouver leur place dans le présent projet qui a pour objectif de regrouper les compétences des seules administrations étatiques et de fixer le cadre du personnel de la nouvelle administration à créer.

La Commission estime d'autre part que la création d'une Administration de la gestion de l'eau ne doit pas avoir pour conséquence de conférer compétence à ce service dans des matières n'ayant qu'un rapport indirect avec l'eau. Ainsi n'appartiendra-t-il pas à la nouvelle administration de gérer le trafic sur les voies navigables, de construire, d'entretenir, voire d'exploiter des centrales hydroélectriques, des écluses ou encore des barrages. La responsabilité de ces constructions, pour autant qu'elles appartiennent à et sont gérées par l'Etat, continuera à relever des services du Ministère des Travaux publics, et plus particulièrement de la Division des Ouvrages d'Art de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Les dispositions du projet concernant l'organisation de l'administration ne sont pas critiquées par les instances consultées. La Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics constate néanmoins une contradiction entre l'article 2 (attributions générales de l'administration) et l'article 4.A, paragraphe 5 (attributions particulières de la division du laboratoire) dans le sens que les points 8 et 9 des attributions générales („de réaliser des travaux d'analyse et de laboratoire dans le domaine de l'eau“ et „de mener des travaux de recherche dans le domaine de l'eau“ ne permettraient pas d'étendre les missions particulières au domaine de l'environnement. Aux yeux de la commission, le texte du projet ne renferme toutefois aucune contradiction alors que l'article 2 précise bien que l'administration est chargée **notamment** des missions y énoncées, cette disposition permettant évidemment d'étendre et de spécifier les missions dans les attributions particulières (article 4).

La Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics estime encore qu'il y a lieu de mener une „réflexion sur la création d'un seul laboratoire du milieu environnemental en tant qu'administration autonome“. La Commission des Affaires Intérieures prend acte avec intérêt de cette proposition et suggère d'y revenir à l'occasion des discussions à mener au moment où un nouveau laboratoire de l'eau et de l'environnement sera construit sur le site du Laboratoire national de Santé à Dudelange.

S'agissant de la création du cadre du personnel de la nouvelle administration (art. 5), la Commission des Affaires Intérieures observe que sont inscrites dans le projet de loi non seulement les carrières déjà représentées actuellement dans les „Services de la gestion de l'eau“, mais également celles dont l'Administration pourrait un jour avoir besoin. A noter dans ce contexte que le projet de loi ne fait qu'énumérer les carrières et les fonctions qui pourront être pourvues de fonctionnaires; il ne fixe pas le nombre d'agents dont se compose l'Administration. Ceci relève de la loi budgétaire qui déterminera, via le *numerus clausus*, les engagements supplémentaires qui pourront être effectués.

Encore une fois, les avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et du Conseil d'Etat ne soulèvent aucune critique à l'égard des dispositions concernant le personnel de la nouvelle administration. La Haute Corporation se borne à constater qu'il sera „profité de l'occasion pour introduire une prime pour sujétions particulières de 12 points indiciaires à certains agents de l'Administration de la gestion de l'eau, de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration des Eaux et Forêts“. Concernant ce point, la Commission des Affaires Intérieures estime que l'attribution de cette prime est pleinement justifiée alors que suivant la loi budgétaire, une telle indemnité est à l'heure actuelle déjà attribuée à certaines catégories d'expéditionnaires, notamment de l'ASTA. Or, le transfert de ces fonctionnaires vers l'Administration de la gestion de l'eau ne doit pas avoir pour conséquence de les priver

de la prime dont ils jouissaient avant leur transfert. Inversement, il ne serait pas équitable d'accorder la prime uniquement aux fonctionnaires transférés de l'ASTA vers l'Administration de la gestion de l'eau et non pas à leurs collègues venant des autres services (Administration de l'Environnement, Eaux et Forêts) qui effectueront auprès de l'Administration de la gestion de l'eau le même travail et seront soumis aux mêmes „sujétions particulières“.

Le projet règle ensuite la situation de carrière des agents en place en évitant qu'ils ne subissent une détérioration de leur expectative de carrière (art. 24).

Les dispositions en question ne soulèvent pas d'observations de la Chambre des Fonctionnaires qui apprécie que „la conservation de la perspective de carrière (des fonctionnaires transférés) est garantie par rapport à certaines dispositions de la loi portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat“. La suggestion de la Chambre de soumettre les dispositions au Ministre de la Fonction publique est superflue alors que le projet de loi a été approuvé par le Conseil de Gouvernement et a donc trouvé l'accord du Ministre en question.

Les observations du Conseil d'Etat en ce qui concerne ce point sont au nombre de trois:

- La Haute Corporation relève d'abord que le projet de loi se réfère parfois au „Ministère de l'Intérieur – Direction de la gestion de l'eau“ sans que cette direction ne figure à l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères. Suivant la majorité des membres de la Commission, la référence dans un texte de loi à une subdivision d'un Ministère, même si celle-ci ne ressort pas en tant qu'unité organique de l'arrêté grand-ducal précité, n'a rien de critiquable, alors qu'elle ne poursuit d'autre but que celui d'identifier, le plus précisément possible, des fonctionnaires auxquels doit s'appliquer une disposition légale.
- Le Conseil d'Etat estime qu'il est nécessaire de préciser les règles suivant lesquelles est déterminé le tableau d'avancement dont question au paragraphe 3 de l'article 24. La Commission, après avoir constaté que d'autres lois ne fournissent pas davantage de précisions en ce qui concerne la détermination des tableaux d'avancement (cf. p.ex. art. 1er de la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat: „L'accès au cadre fermé se fait sur base du tableau d'avancement.“), estime que le texte gouvernemental est suffisamment clair pour permettre son exécution.
- Le Conseil d'Etat critique le paragraphe 7 de l'article 24 parce qu'il n'exige pas de l'employé y visé de se soumettre à un examen spécial afin d'être fonctionnarisé. La Commission estime pour sa part qu'au vu des études, de la qualification et de la longue expérience professionnelle de l'employé concerné – il remplit les fonctions de chef du service „Pêche“ de la nouvelle administration –, il serait particulièrement mal indiqué de l'obliger à se soumettre à un examen en vue de sa fonctionnarisation.

Enfin, le projet de loi entérine les *nouvelles compétences du Ministère de l'Intérieur* et de l'Administration de la gestion de l'eau en adaptant les textes de loi concernés aux prescriptions résultant de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères (art. 10 à 22).

Si la Chambre des Fonctionnaires ne se prononce pas au sujet des mesures proposées, le Conseil d'Etat critique la démarche du Gouvernement qui, d'après lui, risque de conduire à des „oublis et des incohérences“. A titre d'exemple, il cite un certain nombre de dispositions de la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

Il critique notamment, à l'article 7, le maintien du comité interministériel pour la coordination de la gestion des eaux qui n'aurait plus de raison d'être puisque toutes les compétences reviendraient sous la tutelle d'un seul Ministre. La Commission des Affaires Intérieures constate que ceci est vrai pour les attributions directes en matière d'eau, mais que le comité n'en gardera pas moins son utilité en raison du fait que certains aspects relevant d'autres départements devront toujours être évalués quant à leur impact potentiel sur le milieu aquatique. On peut indiquer, à titre d'exemple,

- la gestion des déchets (sites contaminés) ou la pollution de l'air (pluie acide), aspects relevant de la compétence du Ministre qui a dans ses attributions la protection de l'environnement humain et pouvant tous les deux avoir des répercussions sur la qualité de l'eau souterraine ou superficielle;
- la gestion des zones humides, relevant du ministre qui a dans ses attributions la conservation de la nature, mais qui, du fait de l'interdépendance de ces zones avec les cours d'eau ou les eaux souterraines, devra rechercher la concertation avec le Ministre qui a dans ses attributions la gestion de l'eau;



- la procédure d'autorisation des établissements classés, qui est du ressort du Ministre qui a dans ses attributions la protection de l'environnement humain, mais où des conditions de rejet d'eaux usées continueront à être prescrites évidemment après concertation afférente avec le Ministre qui a la gestion de l'eau dans ses attributions. Le maintien de cette démarche intégrée au niveau de toutes les émissions doit être vu à la lumière de la Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la réduction et à la prévention intégrées de la pollution; selon cette directive transcrite récemment en droit national par la loi du 19 novembre 2003 modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, on devra pouvoir peser, par exemple, une émission dans l'air par rapport à un rejet dans l'eau dans le but de minimiser l'effet polluant global;
- la détermination de zones inondables via des règlements grand-ducaux à prendre au titre de la législation sur l'aménagement du territoire qui relève du ministère qui a ce domaine dans ses attributions, et qui doivent évidemment être pris en concertation avec le département ayant la gestion de l'eau dans ses attributions. A l'heure actuelle les deux attributions sont sous la tutelle du seul Ministère de l'Intérieur, ce qui facilite évidemment la démarche, mais la responsabilité ministérielle, dans quelque domaine que ce soit, doit être vue en dehors de l'organisation du gouvernement, cette dernière ne pouvant pas être anticipée par aucune loi.

La Commission des Affaires Intérieures constate encore que les craintes du Conseil d'Etat sont non fondées comme quoi les procédures d'autorisation au titre de la loi sur la conservation de la nature deviendraient plus compliquées du fait que deux autorisations seraient maintenant requises. Tout d'abord, pour les constructions aménagées à une distance inférieure à trente mètres de cours d'eau, le projet de loi **substitue** l'autorisation du Ministre qui a dans ses attributions la gestion de l'eau à celle du Ministre ayant dans ses attributions la conservation de la nature, ceci pour la raison qu'uniquement les rejets d'eaux sont visés par cette autorisation. En ce qui concerne les „travaux de drainage, de curage, de prise d'eau, de pompage, de dérivations directes ou indirectes d'eau, de consolidation de rives, de redressement des lits des cours d'eau et plus généralement (...) tous les travaux susceptibles soit de modifier le régime des eaux soit d'avoir une influence préjudiciable sur la faune et la flore aquatiques et sur la qualité du site“, la Commission des Affaires Intérieures fait siennes les explications du Ministre de l'Intérieur qui précise que le souci de prévoir une double autorisation (en fait une seule autorisation à signer par les deux ministres), est d'éviter qu'il n'y ait plus de conditions divergentes prescrites dans deux autorisations séparées, ce qui s'est malheureusement produit parfois dans le passé.

Après un échange de vues détaillé concernant les observations de la Haute Corporation et après avoir entendu le Ministre de l'Intérieur en ses explications, la Commission des Affaires Intérieures estime majoritairement que la démarche du Gouvernement est cohérente et tient compte de la volonté du Gouvernement de maintenir, dans un certain nombre de domaines où ceci s'avère nécessaire, une compétence partagée du Ministre et de l'administration responsable dans le domaine de la gestion de l'eau avec d'autres départements ou services.

La Commission des Affaires Intérieures ne peut toutefois s'empêcher de constater qu'à l'endroit de l'article 16 du projet – il a pour objet de modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures – il existe effectivement certains oublis dans l'énumération des articles à modifier. Devant le peu d'importance pratique des quelques dispositions concernées, la Commission estime toutefois dans sa majorité qu'il n'est pas indiqué de retarder l'entrée en vigueur de la nouvelle loi par l'introduction d'amendements se limitant à redresser ces incohérences. Ceci est d'autant plus vrai que la Chambre est actuellement saisie d'une proposition de loi portant modification de, justement, la loi précitée de 1976; cette proposition se prêtera donc particulièrement bien, sinon mieux, au redressement de ces inélégances.

Lors de l'examen du projet de loi, la Commission a constaté que différentes références faites à l'endroit de l'article 14 du projet à des articles de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ne sont plus exactes après l'entrée en vigueur de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il en est de même de l'article 23 du projet qui se réfère à la loi budgétaire pour l'exercice 2002. La Commission estime qu'il s'agit en l'occurrence d'adaptations correctives purement matérielles qui peuvent être opérées par la Chambre des Députés et ne nécessitent donc pas d'amendement formel à soumettre préalablement pour avis au Conseil d'Etat. Ce dernier en sera néanmoins informé avant le vote du projet par la Chambre des Députés.

## VII. CONCLUSION

La Commission des Affaires Intérieures, à la suite d'un examen approfondi du dossier qui lui est soumis, décide majoritairement de proposer à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la version introduite par le Gouvernement. Elle considère en effet que le projet dont elle est saisie, met fin à un débat politique qui a débuté il y a presque vingt ans et se concrétise par la création unanimement revendiquée d'une entité administrative unique responsable de la gestion intégrée de l'eau au Grand-Duché de Luxembourg. Malgré les quelques rares imperfections du texte, celui-ci mérite, au vu des avantages considérables qu'il introduit dans la législation relative à la gestion de l'eau dans notre pays, d'entrer en vigueur dans les meilleurs délais.

\*

## VIII. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

La Commission recommande ainsi de voter le projet de loi dans la version suivante:

\*

### TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

#### PROJET DE LOI

#### portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

**Art. 1er.**— Il est créé une Administration de la gestion de l'eau, ci-après appelée „administration“, placée sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau et ci-après appelé „ministre“.

**Art. 2.**— L'administration poursuit une gestion intégrée et durable des ressources d'eau et du milieu aquatique et en assure une protection efficace. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d'autres administrations et services relevant de l'Etat et des communes, elle est notamment chargée

1. d'étudier les problèmes concernant la gestion et la protection de l'eau;
2. de conseiller les autorités publiques et les collectivités sur toutes les questions du domaine de l'eau;
3. de veiller à l'observation des dispositions légales, réglementaires et administratives en matière de gestion et de protection de l'eau et d'exercer la police y relative;
4. de contribuer à l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion de l'eau et à la définition de programmes de mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés;
5. d'engager les mesures correctives et curatives nécessaires pour améliorer l'état qualitatif et quantitatif des eaux superficielles et souterraines et d'entreprendre toute action pour en prévenir la pollution ou la détérioration;
6. de coordonner les actions en matière de lutte contre les inondations;
7. d'instruire les dossiers de demandes d'autorisations au titre de la législation sur la gestion et la protection des eaux;
8. de réaliser des travaux d'analyse et de laboratoire dans le domaine de l'eau;
9. de mener des travaux de recherche dans le domaine de l'eau;
10. de participer sur le plan des institutions internationales à l'élaboration et à l'application de la politique commune en matière de gestion de l'eau;
11. de déterminer l'état de la meilleure technique disponible en matière de technologies dans le domaine de l'eau;
12. d'assurer l'information du public et d'encourager toute initiative en matière de gestion durable de l'eau.

**Art. 3.**— L'administration est placée sous la responsabilité d'un directeur qui est secondé dans sa tâche par un directeur adjoint qui le supplée en cas d'empêchement.

Elle comprend:

- la direction,
- la division de l'hydrologie,
- la division de la protection des eaux,
- la division des eaux souterraines et des eaux potables,
- la division du laboratoire.

**Art. 4.–** A. Dans le cadre des attributions visées à l'article 2 la direction et les différentes divisions ont, notamment, les missions particulières suivantes:

1) La direction est chargée:

- a) d'assurer la liaison avec le ministre;
- b) de coordonner les activités des différentes divisions dans l'intérêt d'une approche intégrée de la gestion de l'eau notamment en ce qui concerne les travaux de planification, d'études et de statistiques;
- c) de traiter les questions d'ordre économique et juridique en rapport avec la gestion et la protection de l'eau;
- d) d'organiser l'instruction coordonnée des dossiers des demandes d'autorisation;
- e) d'organiser la communication et les relations publiques;
- f) de coordonner les relations internationales.

2) La division de l'hydrologie est chargée:

- a) d'élaborer des directives pour la renaturation des eaux de surface et d'en assurer l'exécution;
- b) d'étudier et de surveiller le régime des eaux superficielles et d'en établir les caractéristiques hydrologiques et hydrauliques;
- c) de dresser l'inventaire des prélèvements opérés dans les eaux superficielles;
- d) d'assurer l'entretien des eaux de surface;
- e) d'élaborer des directives pour la maîtrise des crues et pour la protection contre les inondations et d'en assurer l'exécution;
- f) d'assurer la conservation et l'amélioration des ressources piscicoles, la création et la gestion de réserves piscicoles ainsi que de gérer la pisciculture de l'Etat;
- g) d'organiser la prévision et la modélisation des crues au niveau national.

3) La division de la protection des eaux est chargée:

- a) d'élaborer des directives pour la gestion de la qualité des eaux de surface et d'en surveiller l'évolution;
- b) de dresser l'inventaire de la qualité des eaux superficielles et d'en surveiller l'évolution;
- c) d'établir l'inventaire des rejets polluants ponctuels et diffus dans les eaux superficielles et de faciliter la mise en œuvre des mesures de réduction ou d'élimination de ces rejets;
- d) de coordonner la planification des travaux de collecte et de dépollution des eaux résiduaires urbaines et d'en surveiller l'exécution;
- e) de surveiller le fonctionnement des ouvrages d'évacuation et d'épuration des eaux résiduaires urbaines et industrielles;
- f) de veiller à l'application des mesures de protection de l'eau du lac du barrage de la Haute-Sûre.

4) La division des eaux souterraines et des eaux potables est chargée:

- a) d'élaborer des directives pour la gestion des eaux souterraines et des eaux potables et d'en assurer l'exécution;
- b) d'établir l'inventaire des rejets et des prélèvements opérés dans les nappes d'eau souterraine;
- c) de dresser l'inventaire de la qualité des eaux souterraines et des eaux potables et d'en surveiller l'évolution;
- d) de déterminer les zones de protection des eaux souterraines captées pour l'approvisionnement en eau potable;

- e) de surveiller les ouvrages de captage, de production et de distribution d'eau potable.
- 5) La division du laboratoire est chargée:
  - a) d'élaborer, conjointement avec les autres divisions de l'administration, des programmes de surveillance analytique de la qualité des eaux;
  - b) d'organiser, en collaboration avec les autres divisions, les analyses ainsi que l'échantillonnage s'y rapportant;
  - c) d'assumer le rôle d'organe de contrôle officiel sur le territoire national en ce qui concerne les prescriptions légales, réglementaires et administratives en matière de l'eau, notamment des eaux potables, souterraines, superficielles, résiduaires et des eaux de piscine;
  - d) d'effectuer pour le compte de l'Administration de l'environnement des travaux spéciaux de laboratoire et de recherche autres que ceux couverts par les services de cette administration;
  - e) d'exécuter, notamment pour les autorités publiques, des travaux de laboratoire se rapportant à l'eau et à l'environnement.

B. L'administration dispose de bureaux régionaux.

C. Les attributions dont question au paragraphe A ainsi que les attributions des bureaux régionaux dont question au paragraphe B du présent article pourront être précisées ou complétées par règlement grand-ducal.

D. Le directeur peut instituer des groupes interdivisions pour mener des projets pluridisciplinaires.

**Art. 5.**— A. Le cadre du personnel de l'administration comprend, outre le directeur et le directeur adjoint, les carrières et fonctions suivantes:

1. dans la carrière supérieure de l'administration:
  - 1.1. carrière de l'attaché de direction:
    - des conseillers de direction première classe
    - des conseillers de direction
    - des conseillers de direction adjoints
    - des attachés de direction premiers en rang
    - des attachés de direction.
  - 1.2. carrière de l'ingénieur:
    - des ingénieurs première classe
    - des ingénieurs-chefs de division
    - des ingénieurs principaux
    - des ingénieurs-inspecteurs
    - des ingénieurs.
  - 1.3. carrière de l'ingénieur-conducteur:
    - des ingénieurs-conducteurs principaux
    - des ingénieurs-conducteurs-inspecteurs
    - des ingénieurs-conducteurs.
2. dans la carrière moyenne de l'administration:
  - 2.1. carrière du chimiste:
    - des chimistes.
  - 2.2. carrière du laborantin:
    - des laborantins.
  - 2.3. carrière du conducteur:
    - des conducteurs-inspecteurs principaux 1ers en rang
    - des conducteurs-inspecteurs principaux

- des conducteurs-inspecteurs
- des conducteurs.

2.4. carrière de l'ingénieur technicien:

- des ingénieurs techniciens-inspecteurs principaux premiers en rang
- des ingénieurs techniciens-inspecteurs principaux
- des ingénieurs techniciens-inspecteurs
- des ingénieurs techniciens principaux
- des ingénieurs techniciens.

2.5. carrière du rédacteur:

- des inspecteurs principaux premiers en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs.

3. dans la carrière inférieure de l'administration:

3.1. carrière du préposé des eaux et forêts:

- des premiers brigadiers forestiers principaux
- des brigadiers forestiers principaux
- des chefs-brigadiers forestiers
- des brigadiers forestiers
- des gardes forestiers.

3.2. carrière de l'expéditionnaire administratif:

- des premiers commis principaux
- des commis principaux
- des commis
- commis adjoints
- des expéditionnaires.

3.3. carrière de l'expéditionnaire technique:

- des premiers commis techniques principaux
- des commis techniques principaux
- des commis techniques
- des commis techniques adjoints
- des expéditionnaires techniques.

3.4. carrière de l'artisan:

- des artisans dirigeants
- des premiers artisans principaux
- des artisans principaux
- des premiers artisans
- des artisans.

3.5. carrière du surveillant de la nature:

- des chefs de brigade dirigeants
- des chefs de brigade principaux
- des chefs de brigade
- des sous-chefs de brigade



- des surveillants de la nature principaux
- des surveillants de la nature.

3.6. carrière du cantonnier:

- des chefs de brigade dirigeants
- des chefs de brigade principaux
- des chefs de brigade
- des sous-chefs de brigade
- des chefs-cantonniers
- des cantonniers.

3.7. carrière du concierge:

- des concierges surveillants principaux
- des concierges surveillants
- des concierges.

B. Le cadre prévu sub A. ci-dessus peut être complété par des fonctionnaires stagiaires, des employés ainsi que des ouvriers de l'Etat.

Les engagements effectués en vertu du présent paragraphe se font selon les besoins du service et dans la limite des crédits budgétaires.

**Art. 6.**– Sans préjudice des conditions générales d'admission au service de l'Etat, les conditions particulières de formation, d'admission au stage, de nomination et de promotion sont déterminées par règlement grand-ducal qui peut également déterminer les attributions particulières de ces fonctionnaires.

**Art. 7.**– Les nominations aux fonctions classées aux grades 9 et supérieurs sont faites par le Grand-Duc. Les nominations aux autres fonctions sont faites par le ministre.

**Art. 8.**– Les fonctions nouvellement créées par la présente loi sont classées comme suit à la rubrique I „Administration générale“ de l'annexe A de la *loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat*:

- le directeur au grade 17
- le directeur adjoint au grade 16.

**Art. 9.**– Les modifications et additions suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat*:

- a) L'annexe A – Classification des fonctions – Rubrique I „Administration générale“ est complétée comme suit:
  - au grade 16 est ajoutée la mention „Administration de la gestion de l'eau – directeur adjoint“
  - au grade 17 est ajoutée la mention „Administration de la gestion de l'eau – directeur“.
- b) L'annexe D – Détermination – Rubrique I „Administration générale“ est complétée comme suit:
  - dans la carrière supérieure de l'administration:
    - grade 12 de computation de la bonification d'ancienneté au grade 16 est ajoutée la mention „directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau“ et au grade 17 est ajoutée la mention „directeur de l'Administration de la gestion de l'eau“.

**Art. 10.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une Administration de l'environnement*:

- a) A l'article 4 est supprimé le deuxième tiret;
- b) A l'article 5, alinéa 2, est supprimé le premier tiret.

**Art. 11.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des eaux et forêts*:

- a) A l'article 1er, l'avant-dernier tiret est modifié comme suit:
- „– de la conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques, ainsi que de la surveillance et de la police de la chasse;“
- b) A l'article 2, paragraphe I, au point 2. sont supprimés les termes „et la pêche“.
- c) A l'article 2, paragraphe II, le point c) est remplacé comme suit:
- „Dans les limites fixées à l'article 1er, le service de la chasse est chargé:
- des affaires ayant trait à la chasse,
  - de la conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques,
  - de l'étude et de l'inventaire des milieux cynégétiques,
  - de la création et de la gestion de réserves cynégétiques,
  - de l'information du public en matière de chasse,
  - de l'exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de chasse.“
- d) A l'article 2, paragraphe II, le dernier alinéa est remplacé comme suit:
- „Les attributions des différents services précités sont arrêtées sans préjudice des attributions générales conférées aux fonctionnaires de l'administration par les lois et règlements en matière de police des forêts, de la conservation de la nature et de la chasse.“

**Art. 12.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 30 novembre 1976 portant réorganisation de l'Administration des services techniques de l'agriculture*:

- a) A l'article 1er, au point 2, sont supprimés les termes „les cours d'eau non navigables ni flottables, y compris la police des cours d'eau“ ainsi que les termes „et l'hydrologie,“.
- b) A l'article 3, le paragraphe (3) est remplacé comme suit:
- „La division du génie rural groupe les services chargés principalement de l'amélioration des facteurs de production et d'exploitation, tels que le sol et les bâtiments de ferme, et de travaux de voirie rurale pour le compte de l'Etat, des communes et des associations syndicales; ce sont:
- à l'échelon central:
    - le service de coordination,
    - le service de la météorologie,
    - le service des améliorations structurelles;
  - à l'échelon régional:
    - quatre services régionaux.
- Un règlement grand-ducal détermine l'étendue et le siège des circonscriptions et peut en modifier le nombre.“
- c) A l'article 12 sont supprimés les termes „de cours d'eau et“.

**Art. 13.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées*:

- a) L'article 1er, troisième alinéa, est remplacé comme suit:
- „Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d'autres administrations de l'Etat et des communes et, dans les limites tracées par l'alinéa qui précède, l'administration a notamment les attributions suivantes:
- pour compte de l'Etat:
- la construction, l'aménagement et l'entretien de la voirie de l'Etat et de ses dépendances, ainsi que l'extension et l'entretien de l'infrastructure de l'aéroport;
  - l'établissement des permissions de voirie et l'exercice de la police de la voirie de l'Etat;
  - l'entretien de la Moselle et de ses dépendances en tant que voie navigable;
  - la construction et la surveillance des installations hydroélectriques, avec les ouvrages hydrauliques y afférents, appartenant à l'Etat, ainsi que l'entretien de ces installations.
- pour compte des communes, dans les limites tracées ci-dessus:
- la construction et la surveillance de la voirie communale et de ses dépendances.

pour compte de l'Etat et pour compte des communes:

- des analyses et essais de matériaux;
- des travaux de géologie et de géologie appliquée;
- des opérations topographiques et photogrammétriques, dans le cadre de travaux de génie civil.“

b) A l'article 3, le quatrième tiret est remplacé comme suit:

„la division des ouvrages d'art;“

c) A l'article 4, le paragraphe 4 est remplacé comme suit:

„(4) La division des ouvrages d'art est chargée notamment, dans les limites tracées par l'article 1er, de la conception, de l'élaboration, de la coordination et de l'exécution des projets de construction, ainsi que de la surveillance, des aménagements hydroélectriques appartenant à l'Etat et des ouvrages hydrauliques de la Moselle en tant que voie navigable. Cette division est chargée en outre de la surveillance, de l'entretien et de la signalisation de la Moselle en ce qui concerne sa navigabilité.“

**Art. 14.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*:

a) A l'article 5, l'alinéa 1er est remplacé comme suit:

„En aucun cas il ne peut être entamé ni érigé aucune construction quelconque, incorporée ou non au sol, à une distance inférieure à trente mètres:

- a) des bois et forêts d'une étendue d'un hectare au moins ainsi que des zones protégées définies aux articles 34, 40 et 46 sans l'autorisation du ministre;
- b) des cours d'eau chaque fois que le raccordement à la canalisation locale n'est pas possible ou fait défaut sans l'autorisation du ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau.“

b) A l'article 8, la 1ère phrase est remplacée comme suit: „L'autorisation du ministre et du ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau est requise pour tous travaux de drainage, de curage, de prise d'eau, de pompage, de dérivations directes ou indirectes d'eau, de consolidation de rives, de redressement des lits des cours d'eau et plus généralement pour tous les travaux susceptibles soit de modifier le régime des eaux soit d'avoir une influence préjudiciable sur la faune et la flore aquatiques et sur la qualité du site.“

c) A l'article 62, après les termes „les agents de l'Administration des Eaux et Forêts“ sont ajoutés les termes „et de l'Administration de la gestion de l'eau“.

d) A l'article 65 (2), entre les termes „de l'Administration des Eaux et Forêts“ et ceux de „ou de l'administration des douanes et des accises“ sont insérés les termes „, de l'Administration de la gestion de l'eau“.

e) A l'article 66, après les termes „les agents de l'Administration des Eaux et Forêts“ sont ajoutés les termes „, et les agents de l'Administration de la gestion de l'eau“.

**Art. 15.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi du 29 juillet 1993 concernant la protection de la gestion de l'eau*:

- a) A l'article 5, les termes de „ministre ayant dans ses attributions l'Administration de l'environnement“ sont remplacés par ceux de „ministre ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau“.
- b) Aux articles 5, 6 et 11, les termes de „Administration de l'environnement“ sont remplacés par ceux de „Administration de la gestion de l'eau“.
- c) A l'article 7, les termes de „ministre ayant dans ses attributions la protection de l'environnement“ sont remplacés par ceux de „ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau“.
- d) A l'article 22, les termes de „fonctionnaires de l'Administration de l'environnement“ sont remplacés par ceux de „fonctionnaires de l'Administration de la gestion de l'eau“.

**Art. 16.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures*:

- a) A l'article 3, les termes de „directeur de l'administration des eaux et forêts“ sont remplacés par ceux de „directeur de l'Administration de la gestion de l'eau“.

- b) Aux articles 9, 14, 36, 50 et 57, les termes de „l'administration des eaux et forêts“ sont remplacés par ceux de „l'Administration de la gestion de l'eau“.
- c) Aux articles 12, 15, 19, 33, 35 et 50, les termes de „ministre ayant dans ses attributions l'administration des eaux et forêts“ sont remplacés par ceux de „ministre ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau“.
- d) A l'article 49, entre les termes „les agents de l'administration des eaux et forêts,“ et ceux de „les agents des douanes“ sont insérés les termes „les agents de l'Administration de la gestion de l'eau,“.

**Art. 17.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi du 21 novembre 1984 portant*

- a) *approbation de la convention entre le Grand-Duché, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trêves, le 24 novembre 1975;*
- b) *complétant l'article 1er BII de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive:*

A l'article 6, entre les termes „les agents de l'administration des eaux et forêts“ et ceux de „les agents des douanes“ sont insérés les termes „les agents de l'Administration de la gestion de l'eau,“.

**Art. 18.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau:*

Aux articles 1er et 5, les termes de „service agricole“ sont remplacés par ceux de „Administration de la gestion de l'eau“.

**Art. 19.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents:*

- a) A l'article 6, les termes de „administration de l'Environnement“ et de „ministre de l'Environnement“ sont remplacés par les termes de respectivement „Administration de la gestion de l'eau“ et de „ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau“.
- b) A l'article 9, premier alinéa, la première phrase est remplacée comme suit: „Les infractions à la présente loi et aux règlements pris pour son exécution sont recherchées et constatées par les officiers de police judiciaire, les agents de la police grand-ducale, les fonctionnaires de l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que par les fonctionnaires de la douane.“

**Art. 20.**– La modification suivante est apportée à la *loi du 27 mai 1961 concernant la protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre:*

A l'article 4, premier alinéa, les termes de „Ministre de la Santé Publique“ sont remplacés par ceux de „ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'eau“.

**Art. 21.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels:*

- a) A l'article 5, troisième alinéa, entre „les pharmaciens-inspecteurs et les agents sanitaires de la Direction de la Santé“ et „l'assistant de l'Institut viti-vinicole“ sont insérés les termes „les ingénieurs et les ingénieurs techniciens de l'Administration de la gestion de l'eau.“
- b) Au quatrième alinéa entre „de la Direction de la Santé“ et „de l'Institut viti-vinicole“ sont insérés les termes „de l'Administration de la gestion de l'eau“.

**Art. 22.**– Les modifications suivantes sont apportées à la *loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés:*

A l'article 22, les premier et deuxième alinéas sont remplacés comme suit:

„Outre les officiers de police judiciaire, les agents de la police grand-ducale, les agents des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal, le personnel de la carrière supérieure et les ingénieurs techniciens de l'Administration de l'environnement, le personnel de la carrière supérieure et les ingénieurs techniciens de l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que le personnel supé-

rieur d'inspection et les ingénieurs techniciens de l'Inspection du travail et des mines sont chargés de rechercher et de constater les infractions réprimées par la présente loi et ses règlements d'exécution.

Dans l'accomplissement de leurs fonctions relatives à la présente loi, les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal, les fonctionnaires de l'Inspection du travail et des mines, de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration de la gestion de l'eau précités ont la qualité d'officiers de police judiciaire: Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché."

**Art. 23.**— La modification suivante est apportée à la *loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004*:

A l'article 21, le troisième tiret est remplacé comme suit:

„— prime pour sujétions particulières de 12 points indiciaires allouée dans les conditions et selon les modalités définies par le Gouvernement en conseil à certaines catégories d'expéditionnaires administratifs ou techniques et employés de l'Administration des bâtiments publics, de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration des services techniques de l'agriculture, de l'Administration de la gestion de l'eau, de l'Administration de l'environnement et de l'Administration des Eaux et Forêts. “

**Art. 24.**— *Dispositions transitoires*

1. Les fonctionnaires de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Eaux et Forêts, de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et de l'Administration des Ponts et Chaussées détachés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi à l'Administration gouvernementale et affectés au Ministère de l'Intérieur – Direction de la gestion de l'eau, bénéficient d'une nomination auprès de l'Administration de la gestion de l'eau dans la carrière et à la fonction atteintes dans leur administration d'origine, le cas échéant par dépassement du nombre des emplois découlant de l'application de la *loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat*. Ils conservent leur ancienneté de service acquise dans leur administration d'origine. Ils sont dispensés, pour autant que de besoin, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion à condition d'y avoir réussi dans leur administration d'origine.

2. Les fonctionnaires stagiaires de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, de l'Administration des Ponts et Chaussées et du Service National de la Protection civile, détachés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi à l'Administration gouvernementale et affectés au Ministère de l'Intérieur – Direction de la gestion de l'eau, bénéficient d'une admission au stage auprès de l'Administration de la gestion de l'eau. Ils bénéficient d'office d'une réduction de stage correspondant au temps de service accompli auprès de leur administration d'origine en qualité de fonctionnaire stagiaire.

3. Pour chaque carrière, il est établi un tableau d'avancement unique regroupant tous les fonctionnaires de cette carrière. Les nominations des fonctionnaires aux grades supérieurs de leur carrière se feront par application des lois et règlements déterminant les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat. Toutefois, les fonctionnaires et fonctionnaires stagiaires, en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent bénéficier d'une promotion à un grade supérieur de leur carrière par dérogation à ces lois et règlements s'il est établi qu'ils auraient bénéficié dans leur administration d'origine de la même promotion s'ils avaient continué à faire partie de cette administration.

La disposition qui précède cessera de produire ses effets à partir du 1er décembre 2013.

4. Les fonctionnaires et les fonctionnaires stagiaires visés aux paragraphes 1er et 2 du présent article continuent de bénéficier des avantages en espèces et en nature dont ils jouissaient la veille de leur nomination ou de leur admission au stage auprès de la nouvelle administration.

5. Par dérogation à la *loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat*, les fonctionnaires de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Eaux et Forêts, de



l'Administration des Ponts et Chaussées et de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture appartenant à la carrière de l'ingénieur, de l'ingénieur technicien ainsi que de l'expéditionnaire administratif ou technique, en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ne sont pas intégrés dans le cadre de l'Administration de la gestion de l'eau peuvent bénéficier d'une promotion à un grade supérieur de leur carrière s'il est établi qu'ils auraient bénéficié de cette promotion sans le départ de leurs collègues vers l'Administration de la gestion de l'eau. La disposition qui précède cessera de produire ses effets à partir du 1er décembre 2013.

6. Les ouvriers occupés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi par l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et dont les salaires sont imputés en partie sur les crédits budgétaires de cette administration et pour une autre partie sur le Fonds des dépenses communales peuvent bénéficier d'un contrat à durée indéterminée auprès de l'Administration de la gestion de l'eau. Dans ce cas, ils seront soumis au contrat collectif pour les ouvriers de l'Etat. Pour la détermination de leur salaire, le temps passé à tâche complète auprès de l'Etat ou des communes leur est mis intégralement en compte.

7. L'employé de la carrière supérieure, engagé le 1er août 1991 auprès de l'Administration des Eaux et Forêts – Service Chasse et Pêche – peut être nommé à la fonction d'ingénieur principal à l'Administration de la gestion de l'eau. A cet effet, il est placé hors cadre par dépassement des effectifs légaux. Il est dispensé de l'examen d'admission au stage, du stage et de l'examen de fin de stage. Sa carrière est reconstituée par la prise en considération du temps passé à tâche complète auprès de l'Etat avant sa nomination comme temps de service au sens de l'article 7 de la *loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des dispositions de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat*, déduction faite d'une période de deux années. Le paragraphe 6 de l'article 7 de la loi précitée du 22 juin 1963 ne lui est pas applicable.

L'intéressé avancera aux fonctions supérieures de sa carrière lorsque ces mêmes fonctions seront atteintes par un collègue de rang égal ou immédiatement inférieur. Ce rang est déterminé par référence à l'examen d'admission définitive auquel l'intéressé aurait pu prendre part s'il avait été admis au stage le 1er août 1991.

Luxembourg, le 29 janvier 2004

*Le Président-Rapporteur,*  
Marco SCHANK

